



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 8 AVRIL 2015**

CONVOCATION

Le 2 avril 2015, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mercredi 8 avril 2015 à 19 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1-Approbation du procès-verbal de la réunion du 24 mars 2015.
- 2-Affectation des résultats de fonctionnement et d'exploitation 2014 des 3 budgets
- 3-Vote du taux des taxes directes locales pour 2015
- 4-Vote du budget primitif 2015 pour la Commune et les services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- 5-Travaux de réfection des voies communales - Programme 2015 - 1^{ère} tranche - Avenue Jean Moulin -Reconduction du marché passé avec « S.V.C.R. »
- 6-Chapelle « Notre-Dame de Pitié » - Modification du plan de financement et demandes de subventions
- 7-SYMIELECVAR - Groupement de commandes d'achat d'électricité et transfert de compétence optionnelle n° 8 « Maintenance Eclairage Public »
- 8-Règlement intérieur du personnel communal
- 9-Médiathèque :
 - Convention de partenariat avec l'association « Bilbok »
 - Politique documentaire (Charte des collections)
 - Charte du bibliothécaire volontaire
- 10-Prêt de matériel et de locaux communaux aux associations - Annulation de la délibération du 21/06/2012 relative au versement d'une caution
- 11-C.N.F.P.T. - Convention-cadre pour la formation en 2015 des agents communaux
- 12-Convention d'utilisation du stade de La Roguère avec l'association L'Entente Sportive du Bessillon » - Délibération du 20 décembre 2011 - Non reconduction
- 13-Convention 2015 avec la SPA pour limiter la prolifération des chats libres sur la Commune -
- 14-Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mercredi 8 avril 2015**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre -- LANGE Gaby - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - TORRESILLA Claude - REES Pénélope - VOLANTE Florence - MIONET Marie-Thérèse - GAQUIERE Ingrid - COEURDEUIL Yves - BOULE-AMPHOUX Isabelle - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : M. BENTOUMI Christian (procuration donnée à Claude TORRESILLA).

soit 26 présents et 1 pouvoir donc 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

1-Approbation du procès-verbal de la réunion du 24 mars 2015.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 mars 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

M. KINET : « J'ai demandé une correction qui n'a pas été faite. J'ai aussi demandé un vote à bulletins secrets à propos de ce compte-rendu car il m'apparaît que vous avez fait, entre le point 5 et le point 6, un porter à la connaissance qui était prévu au point 8 de l'ordre du jour « délégations du Maire ». Cette modification de l'ordre du jour me paraît tout à fait anormale car cette information fait partie d'une de vos délégations. De ce fait, au point 8 vous n'en avez pas parlé. Ce qui fait que pour moi, il y a un vice de procédure et que je ne veux pas approuver ce compte-rendu dans cet état. Considérant que le problème JAPEL est un problème important qui n'a pas été débattu en commission d'urbanisme ni dans que dans différents comptes-rendus vous rappeler que vous avez informé la commission d'urbanisme, mais cela n'a pas fait l'objet de débat.

Je demande donc que l'on vote à bulletins secrets sur l'approbation ou non du compte-rendu vu le fait que le porter à la connaissance sur le terrain JAPEL n'a pas été mentionné au bon endroit mais dans une interruption de séance, puisque vous êtes sorti pour aller chercher le courrier, et vous l'avez intégré entre le point 5 et le point 6. De ce fait je demande au Conseil de voter contre le compte-rendu et je demande un vote à bulletins secrets."

M. SAULNIER : "Je pense que vous mélangez un peu les choses. Je vais essayer de reprendre leur déroulement. Pour ce qui est de ma sortie de la salle, je ne pense pas qu'elle soit anormale, vu que je pensais avoir le courrier en question dans mon dossier alors qu'il était resté sur mon bureau. Je tenais à en donner lecture en séance publique, car je vous l'avais déjà adressé pour information précédemment, ceci pour que chacun soit bien informé des raisons pour lesquelles j'ai été amené à retirer le droit de préemption sur le terrain JAPEL, et ce sur les conseils de l'avocat de la commune. Vous m'avez informé aujourd'hui que quatre d'entre vous : MM. TORRESILLA-VERDON-LANGE-KINET, avaient adressé un courrier à notre avocat pour demander des précisions sur cette affaire. J'avais effectivement donné l'autorisation à M. TORRESILLA de consulter les dossiers "La Jouberte" et "JAPEL", en qualité de rapporteur auprès du Conseil Municipal, ce qu'il a fait. Je vous propose aujourd'hui, d'attendre la réponse de l'avocat pour savoir s'il nous a induit en erreur comme il est évoqué dans le courrier des 4 conseillers précités, ou si les conseils qu'il nous a donnés sont fondés. Je vous demande donc d'attendre la réponse de l'avocat et donc de reporter votre proposition à la prochaine réunion du conseil municipal puisque vous aurez à ce moment-là reçu cette réponse et que nous pourrons alors débattre sur des faits réels et pas simplement sur des allégations. J'ai déjà dit que je voulais que tout soit transparent d'où la désignation de M. TORRESILLA en qualité de rapporteur auprès du Conseil Municipal. Après avoir pris connaissance des arguments de notre avocat, nous pourrons juger si j'ai pris la décision de retrait de la préemption à tort car mal conseillé ou bien si les éléments juridiques invoqués sont tout à fait justifiés. Je n'ai effectivement pas pris cette décision de mon propre chef mais suite à des réunions successives avec l'avocat."

M. KINET : "Je vous remercie de votre position sage, mais pouvons-nous admettre que dans l'approbation du compte-rendu du précédent conseil nous retirions du point 8 "compte-rendu des décisions", la décision n° 05/2015 du 16 février 2015 dans l'attente de pouvoir en rediscuter ?

On est bien d'accord sur le fait que dans votre proposition de médiation, pour laquelle vous nous demandez d'attendre la réponse de l'avocat à notre courrier, permette de retirer du compte-rendu cette décision de retrait de préemption qui fera courir d'autant plus le délai de recours contre cette décision si besoin était."

M. SAULNIER : "Il n'est pas possible de supprimer dans le procès-verbal un extrait d'une délibération qui a été votée lors de la réunion précédente. Votre courrier de recours est basé d'autre part sur ce procès-verbal qui doit donc être maintenu en l'état. Nous ne pouvons pas modifier le contenu des délibérations. Je ne vois pas non plus ce que cela peut apporter de plus. Ma position est claire aujourd'hui : j'ai pris cette décision de retrait de préemption, je l'assume. Il semble qu'aujourd'hui vous laissiez entendre que j'ai procédé ainsi par intérêt personnel et vous demandez d'attendre la réponse de l'avocat. Si vous n'êtes pas d'accord sur ses arguments, rien ne vous empêche d'aller plus loin dans vos démarches mais si il y avait divergence entre les conseils donnés avant ma décision et les informations contenues dans cette réponse, je serais le premier à tenter une action."

M. TORRESILLA : "M. le Maire, je pense qu'on mélange deux choses : M. KINET parle de forme de cette décision et de la façon dont les choses se sont déroulées pendant le dernier conseil et vous, vous abordez la problématique de l'avocat qui a été interrogé par la commission d'urbanisme malheureusement trop tard puisque vous aviez déjà préempté le 16 février, je le rappelle, et que le courrier de l'avocat date du 24 février. Vous avez donc pris la décision de préempter avant de recevoir les informations écrites de l'avocat. Et nous, nous n'avons eu ce courrier que le 24 mars, soit un mois après. Nous n'avons donc pu réagir qu'à partir de ce moment-là. Après avoir pu consulter, à ma demande, en ma qualité de rapporteur, le dossier, j'ai pu transmettre à tous les conseillers des informations retraçant l'historique de l'affaire JAPEL. Vous avez retiré la préemption alors que la commission d'urbanisme avait évoqué certains doutes et vous dites aujourd'hui "je suis prêt à revoir ma position". Malheureusement, c'est un peu tard puisque la décision a été retirée."

M. SAULNIER : "Attention, ce n'est pas ma décision de retrait que je me propose de revoir, c'est ma position selon la réponse donnée par l'avocat à votre courrier."

M. TORRESILLA : "Cette décision de retrait a été prise le 16 février. Nous avons un courrier de l'avocat daté du 24 février, donc 8 jours après, et vous nous dites que c'est ce courrier là qui vous fait prendre la décision de retrait ? Il y a un élément qui m'échappe. Maintenant, je rappelle que ce que la commission d'urbanisme a demandé, car il nous semble que la confiance du conseil municipal, dans ce dossier là, par la délégation qu'on vous a donnée, a été, à notre avis, bafouée. C'est-à-dire que vous avez utilisé notre confiance pour décider de retirer cette préemption alors que dans un courrier du 19 mai 2014, soit un mois après notre élection, vous avez écrit à Me BARBERO, Avocat de la commune alors, que vous n'êtes pas pour la préemption et que vous en avez informé M. BLANCHET, Promoteur d'un projet sur ce terrain. Là, on ne parle pas d'événements récents mais du début de l'affaire JAPEL avec une décision politique isolée disant "moi, Maire de la Commune, je ne préempte pas, je veux m'entendre avec le promoteur. Alors aujourd'hui on peut nous dire "j'ai suivi l'avis de l'avocat". J'ai consulté le dossier et je pense que tous les membres du conseil municipal ont droit à avoir accès à ces informations-là. Si on veut aborder sereinement ce dossier là c'est un problème de méthode. Vous avez décidé en mai 2014 que ce terrain-là, la mairie ne le préempterait pas. Décision que vous aviez alors le droit d'imaginer mais vous avez mené cette action seul sans en tenir informé le conseil municipal ni la commission d'urbanisme. Vous dites "j'ai décidé de préempter car il y a danger pour la commune." Effectivement, il y a potentiellement un danger mais il y a aussi un certain nombre de textes qui disent autre chose. Ces textes-là n'ont pas été étudiés, rapportés... Il y a un ensemble d'éléments qui nous disent que c'est faux."

M. SAULNIER : "Vous êtes en train d'amener la conversation sur un plan qui n'est pas tout à fait juste car il faut savoir que quand on a découvert le dossier de l'ancienne municipalité, je vous ai présenté le projet et j'ai attiré votre attention sur le fait que nous serions tenus de le réaliser en l'état si nous poursuivions la préemption."

M. TORRESILLA : "C'est faux et archi-faux."

M. SAULNIER : "Comme vous semblez en savoir plus que moi sur le plan juridique, je vous propose d'attendre la réponse de l'avocat avant d'aller plus loin. Ma décision de retrait a été prise après plusieurs réunions avec l'avocat tenues antérieurement au 16 février, et non pas avant d'avoir son avis sur le dossier comme vous le dites. La lettre du 24 février dont vous faites référence a été rédigée sur ma demande afin que les conseils reçus en amont de ma décision puissent être diffusés auprès des conseillers municipaux. Donc aujourd'hui, soit on accepte d'attendre la réponse de l'avocat à votre courrier pour vérifier s'il y a des éléments concrets nouveaux qui y sont donnés et qui vont à l'encontre de la position qu'on nous a conseillée d'adopter, et à ce moment-là nous verrons comment nous retourner contre l'avocat, soit il conforte ma position en nous apportant des arguments incontestables. J'ai essayé d'œuvrer au mieux dans ce dossier dans l'intérêt de la commune. Nous avons trois dossiers contentieux. J'ai essayé de sortir de celui concernant le terrain JAPEL dans les meilleures conditions pour la commune. Le dossier de "La Jouberte" est un dossier très sensible qui nous demande une implication permanente. Vous serez invité d'ailleurs, M. TORRESILLA, à une prochaine réunion avec M. BAEZA, aménageur, et les avocats. Et nous avons aussi un contentieux avec M. CHABAS. La décision qui a été prise dans le dossier JAPEL ne l'a pas été pour faire plaisir à M. SAULNIER, Maire, mais surtout pour essayer de préserver les finances de la commune et de nos concitoyens."

M. TORRESILLA : "Pour l'instant, pour l'affaire JAPEL il n'y aura plus de procès. La réplique préparée au mois de septembre 2014 par Me REGHIN a démontré que le dossier JAPEL ne pesait pas lourd à ce moment-là. Après il a commencé à peser beaucoup plus lourd. Ces documents sont accessibles à tous les conseillers, je n'invente pas, je n'essaie pas de noyer ou d'enfumer la salle".

M. SAULNIER : "Cela ce n'est pas sûr !"

M. TORRESILLA : "Le dossier JAPEL n'est pas qu'un problème juridique. Nous ne sommes pas des juristes mais la commission d'urbanisme a pris connaissance d'un certain nombre d'éléments du dossier. Vous dites que le projet prévu initialement lors de la préemption doit être réalisé obligatoirement ; je vous rétorque que c'est faux car il peut être modifié dans le respect de l'article L210 du Code de l'Urbanisme, la jurisprudence le confirme, et cela vous le savez très bien ! Les textes sont les mêmes partout sur le territoire national. Le problème JAPEL est un problème de méthode, et si nous alertons le conseil c'est parce que ce genre de situation risque de se reproduire. Un projet non partagé est un projet compliqué à mener à son terme. Avec qui avez-vous partagé ce dossier-là ? Vous dites "nous avons tenu en haleine le promoteur..... nous l'avons amené à travailler....", mais c'est qui ce "nous", c'est vous ? Car ce n'est pas la commission d'urbanisme. Cette commission qui doit instruire, débattre, apporter les informations aux conseillers n'a jamais été en mesure d'amender, d'influer ou d'apporter la moindre suggestion sur ce dossier-là. Qui est donc ce "nous" ? Apparemment, il y a trois acteurs dans ce dossier, le Maire, le Promoteur et l'Architecte."

M. SAULNIER : "Pas du tout. Quand nous avons eu des réunions de la commission d'urbanisme, les membres de la commission d'urbanisme n'ont même pas voulu regarder le dossier retravaillé avec le promoteur et l'architecte suite à ma demande, et vous l'avez rejeté en disant que cela ne vous regardez pas. La commission d'urbanisme a été d'accord pour que je rencontre le promoteur afin de pouvoir discuter avec lui et lui demander des propositions d'aménagement de son projet conformément à ce que nous en attendions comme le pôle médical, des logements sociaux, une ouverture de voie pour un accès direct à l'intérieur du village... Quand ce premier dossier de propositions d'aménagement vous a été remis en commission d'urbanisme, vous n'avez même pas daigné l'ouvrir et le consulter."

M. KINET : "Nous avons demandé à avoir une copie du dossier pour la commission suivante et nous n'avons jamais reçu cette copie du premier projet d'aménagement de ce promoteur ! Vous aviez en effet posé sur la table de réunion ce projet en nous disant "voilà le projet retenu !"

M. SAULNIER : "Vous faites preuve de mauvaise foi ! Je ne vous ai jamais présenté le projet comme un dossier terminé mais comme une proposition sur laquelle on devait travailler. Mais vous n'avez pas voulu le consulter et l'avez rejeté."

M. KINET : "Mais pas du tout, le projet a fait le tour de la table, nous l'avons tous eu dans les mains et nous avons demandé d'en avoir une copie pour pouvoir y travailler et le revoir lors de la commission suivante. Dans ce projet étaient prévues des petites maisons séparées. Mais ce premier projet a disparu de la circulation. Un deuxième projet est alors apparu, complètement différent du premier. Il a été présenté à tous les conseillers en réunion privée. Il avait déjà été retravaillé par le promoteur et son architecte. Entre les deux projets il n'y a pas eu de discussion de la commission d'urbanisme, elle n'en a pas eu l'opportunité puisqu'elle n'a pas été destinataire des documents. Même le dernier projet qui a été présenté dans cette salle, lors d'une projection privée, la commission n'en a pas eu une copie ! Ce projet a été accepté par vous mais pas du tout par la commission qui n'en a jamais discuté !"

M. SAULNIER : "Je ne vois pas de quel projet vous parlez qui comprenait des maisons d'habitations. Le seul projet qu'on ait vu comprenait un groupement d'habitations, cela n'a rien à voir !"

M. KINET : "Le premier projet comportait des maisons isolées, je le maintiens !"

M. COEURDEUIL : "Nous sommes en train de parler en opposant la parole des uns à la parole des autres et on oublie les écrits. Vous venez de dire à l'instant, M. le Maire, "j'ai réuni la commission d'urbanisme le 12 juin 2014 pour proposer de rencontrer le promoteur". Or le 19 mai 2014, Me BARBERO, ancien avocat de la commune écrit : "j'ai été destinataire d'un courrier de mon confrère aux intérêts de M. BLANCHET qui me dit que son client vous a rencontré et que vous lui auriez indiqué que vous n'entendiez pas donner de suite à la préemption de la commune. En outre, vous seriez d'accord en faveur d'un projet à réaliser par M. BLANCHET." Et ensuite vous dites "que vous demandez à la commission d'urbanisme l'autorisation de rencontrer le promoteur et de négocier" ! Et un an après, vous nous demandez de temporiser dans l'attente des conseils de l'avocat. Mais qui décide du devenir de la commune, c'est l'avocat ou c'est le conseil municipal ? Dans les courriers de l'avocat, on ne retrouve que des éléments juridiques et des jurisprudences. Et quand on trouve des jurisprudences contraires, on se demande à qui faire confiance. Alors quand M. TORRESILLA dit que la confiance du Conseil Municipal envers vous est écornée, je pense personnellement qu'elle s'est volatilisée."

M. SAULNIER : "Je reste sur ma position. Notre avocat est quand même un homme de confiance. Depuis le début l'idée était de se sortir de cette opération qui était litigieuse. Dire que j'ai pris cette décision seul, je ne pense pas car j'ai interrogé des personnes autour de moi en amont, en conseil des adjoints ou autre, peu importe. Et je l'ai fait en toute bonne foi !"

M. FOURNEL : "M. le Maire, on s'était entretenu dans votre bureau, début mars, suite à la démission de Mme Christine GAULET, on a alors parlé de pas mal de sujets, et vous m'avez alors donné lecture de cette lettre de l'avocat. Je vous ai suggéré de la lire en commission d'urbanisme et vous m'avez dit avoir l'intention de l'adresser à l'ensemble du conseil municipal. Je suis un peu gêné d'en avoir eu connaissance avant tout le monde, soit début mars. La communication à la commission d'urbanisme et au conseil municipal n'a pas été faite tout de suite, puisque seulement le 24 mars. Vous m'avez également dit au cours de notre entretien que vous aviez retiré la préemption. Mais je vous rappelle que j'avais insisté sur la nécessité de communiquer ce courrier et votre décision aux différentes commissions concernées et au conseil municipal. Chose que vous n'avez pas faite. Donc manque de transparence, manque de communication, une nouvelle fois, comme dans beaucoup de commissions et après on arrive aux problèmes constatés aujourd'hui, où on ne voit pas la fin alors qu'il aurait été tout à fait simple d'en parler avant. Tout le monde est surpris de ce retrait de préemption."

M. SAULNIER : "J'ai bien envoyé le courrier à tout le conseil municipal comme je vous l'avais dit."

M. FOURNEL : "Oui, mais longtemps après notre entrevue, près d'un mois."

M. SAULNIER : "Vous ne savez pas combien de dossiers et de problèmes nous devons traiter tous les jours, et la notion de temps n'est pas la même quand on est à l'extérieur de la Mairie."

M. FOURNEL : "Ce n'est pas une attaque personnelle, M. le Maire, mais un constat : près d'un mois pour transmettre un courrier, c'est long."

M. COEURDEUIL : "Ce que je voudrais dire pour ma part c'est que dans cette affaire il y a un problème de fonds. Depuis un an on tournevisse avec ce dossier JAPEL, et je ne sais pas si les membres du conseil sont bien conscients des enjeux de ces terrains situés à l'intérieur de la voie de contournement du village : La Jouberte, JAPEL,... On est en train de faire une gestion de ce dossier JAPEL, en laissant les choses s'effiloche, on laisse les décisions importantes se prendre par des intervenants extérieurs : avocat, promoteur,... Il y a des négociations avec un promoteur. Je suis bien placé pour savoir qu'il n'y a pas de négociation possible avec un promoteur, excusez l'expression mais "on se fait enfiler", c'est comme ça ! Et ces terrains ont des enjeux phénoménaux au regard des générations futures. On est dans une espèce de politique du pis-aller ou dans une politique purement comptable en disant "on va perdre 580.000 €, ça va nous coûter ceci, ça va nous coûter cela...". Mais je dirais à l'extrême et cela va peut-être vous choquer mais même si cela doit nous coûter 3.000.000 €, et qu'on préserve le village plutôt que de laisser faire encore des aberrations urbanistiques et architecturales comme cela se fait depuis des décennies sur le village, je dirais bon et bien allons-y mais à ce moment-là on en prend la responsabilité pleine et entière sur un plan individuel et responsable vis-à-vis des générations futures. Il faut bien avoir conscience que les décisions que nous prenons, ce sont des décisions sur ce que nous allons laisser. Mais les "merdes" posées seront toujours là ! Cela regarde chaque personne et moi, personnellement, je ne peux pas m'associer à ça !"

M. SAULNIER : "Déjà vous préjugez que les projets présentés sont "de la merde", je m'excuse du terme mais c'est celui que vous avez employé."

M. COEURDEUIL : "J'ai vu le projet de M. BLANCHET et excusez-moi mais....."

M. SAULNIER : "Lorsqu'on parle des terrains, il s'agit de deux terrains celui de JAPEL et celui de La Jouberte. Pour ce qui est de celui de JAPEL, je pense avoir pris la bonne décision en retirant la préemption, mais nous en reparlerons quand nous aurons reçu la réponse de l'avocat. Pour celui de La Jouberte, nous sommes en cassation et risquons gros puisque nous avons perdu deux mois déjà. Quand vous dites aussi que les promoteurs ne sont pas des gens trop délicats, je pense que celui de La Jouberte ne va pas se gêner pour nous réclamer des sommes exorbitantes. L'idée, là encore, et nous en avons parlé en commission d'urbanisme, c'était d'entamer des négociations avec le promoteur. Je vous ai dit lors de la dernière réunion et vous en étiez tous d'accord, que dans la phase de négociation on pouvait autoriser, vu que la population semblait favorable, une supérette d'une surface tout à fait raisonnable puisque passant de 2.500 m² à 1.000 m². Une station-service et des parkings. Ces besoins exprimés par la population ont été constatés suite à un questionnaire envoyé pendant notre campagne pour les élections municipales. Nous allons avoir un rendez-vous prochainement et M. TORRESILLA sera donc présent à cette réunion."

M. TORRESILLA : "Nous ne parlons pas actuellement du terrain de La Jouberte."

M. SAULNIER : "Je poursuis. Quant au terrain CHABAS, nous allons avoir bientôt l'ouverture des plis pour l'élaboration du P.L.U. et un cabinet va être désigné. Nous pourrons alors travailler avec lui sur le projet d'aménagement du terrain CHABAS et proposer des solutions qui pourront être acceptées par tout le monde. Donc pour tous les aménagements à venir nous disposerons de tous les outils pour étudier chaque projet : P.L.U., S.C.O.T., loi ALUR, etc...Des réunions publiques seront également organisées. Nous pourrons ainsi préserver les intérêts des uns et des autres."

M. COEURDEUIL : Vous connaissez ma position. Depuis le début, je suis en désaccord total avec la stratégie qui est menée. On a les possibilités, on a les outils juridiques, on a les jurisprudences, on a les moyens de, excusez encore l'expression, "de tordre" les promoteurs et pas de se faire "tordre" par les promoteurs parce que, aujourd'hui, c'est ce qu'il se passe, et je trouve cela inadmissible !"

M. SAULNIER : "Nous verrons la réponse de l'avocat, car il est important de savoir si vraiment on a des possibilités ou pas. S'il faut aller au-delà, nous irons au-delà de l'avocat."

M. COEURDEUIL : "Mais l'avocat n'est pas là pour nous donner des directives mais pour nous servir dans une stratégie."

M. SAULNIER : "L'avocat est là pour nous donner des conseils juridiques et nous ne pouvons les ignorer."

M. COEURDEUIL : "Les négociations se font par voie d'avocats, et bien évidemment, je ne devrais pas dire cela dans l'espace public, mais vous savez très bien qu'il y a des négociations officieuses auxquelles les avocats n'ont pas le droit de se référer en cas de passage devant le tribunal. Des négociations se font entre les parties par voie d'avocats, et dans ces négociations on a, en tant que Commune, tous les moyens de faire valoir nos positions."

M. SAULNIER : "Mais dans le cas présent, il n'y a pas de négociations entre avocats mais un échange entre l'avocat et la commune.

M. COEURDEUIL : "C'est la question que j'ai posée à l'avocat lors de la réunion d'informations tenue en mairie : "avons-nous tous les moyens d'œuvrer par l'argutie juridique, par voie d'avocats ?" et sa réponse a été positive. Mais c'est un combat qu'il faut mener et pour ça il faut avoir une volonté politique et pas une négociation qui laisse la part belle aux appétits des promoteurs."

M. SAULNIER : "Nous verrons la réponse de l'avocat."

M. TORRESILLA : "Le terrain JAPEL représentait une certaine attractivité pour la Commune et pour son développement économique, terrain que nous avons perdu par votre décision. Je vous rappelle que c'est une délégation que vous avez reçue du Conseil Municipal, que vous devez l'utiliser en confiance, et sur ce point précis vous avez été informé à de nombreuses reprises du désaccord d'un certain nombre d'élus. En conséquence vous n'auriez jamais dû la prendre seul. Il fallait la faire prendre par les 27 personnes qui sont là. Ainsi on aurait tous été responsables de la décision de préemption ou pas, on aurait assumé. Vous avez décidé de la prendre seul parce qu'en mai 2014 vous aviez dit au promoteur que vous ne préempteriez pas. Vous vous étiez engagé vis à vis du promoteur. Je n'invente pas, c'est écrit noir sur blanc. Soyez honnête sur ce point-là !"

M. SAULNIER : "Ce n'était pas un engagement mais une demande de négociation pour essayer de sortir de ce contentieux. Si on n'envisageait pas de retirer la préemption, ce n'était même pas la peine d'essayer d'entamer des négociations."

M. TORRESILLA : "Mais quand vous dites ça au promoteur, vous vous engagez pour 27 personnes ! Vous ne m'avez jamais demandé si personnellement j'étais d'accord sur cette décision. L'avez-vous demandé à d'autres ? Non, vous avez décidé seul, en tant que Maire, de vous engager dans un processus et on est au bout de ce processus."

Mme GAQUIERE : "Nous avons tous accordé cette délégation à M. le Maire donc nous lui faisons confiance ! Nous l'avons votée, donc il l'a, la délégation. Donc point barre, sinon il ne fallait pas la lui donner. "

M. FOURNEL : "Oui il a la délégation mais il est tenu d'informer les commissions et le conseil municipal des raisons qui l'amène à prendre ses décisions. Comme je l'indiquais tout à l'heure, trois semaines se sont écoulées entre le jour de réception du courrier de l'avocat et sa transmission aux conseillers. Il n'y a pas de question de confiance !"

Mme GAQUIERE : "Mais oui, la preuve !"

M. TORRESILLA : "Est-ce normal que la commission d'urbanisme ne statue pas , c'est normal que nous n'ayons pas d'informations, c'est normal qu'on retire la préemption alors qu'aucun conseiller n'ait donné son avis ?"

M. FOURNEL : "C'est la méthode qui est critiquée."

Mme GAQUIERE : "Il a délégation, point barre. Nous avons tous voté cette délégation, pour ou contre, mais elle a été accordée."

M. COEURDEUIL : "Cela voudrait dire qu'aujourd'hui, nous ne représentons plus qu'une chambre d'enregistrement. A la limite ce n'est plus la peine que nous venions. C'est l'objet de ma question sur la demande de retrait de cette délégation. Une délégation est donnée mais peut être retirée. J'avais demandé que cette question soit inscrite dans l'ordre du jour, dans le cadre d'une réunion ordinaire à condition que la question soit posée par M. le Maire et que le Conseil Municipal vote pour approuver l'ajout de cette question à l'ordre du jour. "

M. SAULNIER : "Je reste sur ma position, je suis désolé. Vous avez fait un écrit pour informer l'avocat de votre position, entre parenthèses sans m'en informer, et je ne vous ai rien dit. Donc par correction, attendons la réponse de l'avocat, et je vous propose d'inscrire votre question à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil Municipal."

M. KINET : "Pour revenir à la question que je posais en début de séance, acceptez-vous de retirer du compte-rendu le point 05/2015 qui n'a pas été donné à ce moment-là ?"

M. SAULNIER : "Nous ne pouvons pas modifier une délibération dans le procès-verbal."

M. KINET : "Alors je demande un vote à bulletins secrets puisque vous refusez. On peut le retirer puisqu'on va le repasser dans un mois. J'ai posé la question à diverses personnes. Ce point-là n'a pas été abordé au moment où ce point-là était inscrit mais aborder entre le point 5 et le point 6 ! Donc il y a un vice de forme dans ce compte-rendu du conseil municipal sauf si M. le Maire accepte de retirer ce point."

M. GIRAUD : "On indiquera dans le procès-verbal de la séance de ce soir vos remarques mais il faut arrêter d'invoquer les vices de forme. J'ai déjà dit qu'il fallait faire attention aux paroles qu'on proférait. En parlant de vice de forme, vous mettez en cause notre secrétaire générale, qui cautionne ce qui est inscrit dans le procès-verbal et tout est enregistré, et cela ce n'est pas acceptable. Dire qu'il y a vice de forme dans l'élaboration du PV c'est inacceptable !"

M. KINET : "On ne m'a pas proposé de venir réécouter la bande."

M. DEBAQUE : "Oui on vous l'a proposé !"

M. GIRAUD : "Non, cela a été proposé à M. GAULET pour un autre sujet. Le projet de PV a été transmis. Tout le monde a pu ajouter ce qu'il avait à dire. L'enregistrement fait foi. "

M. KINET : "Mais puisque M. le Maire vient de proposer de le passer au vote du prochain conseil."

M. GIRAUD : "Non, de l'inscrire à l'ordre du jour."

M. KINET : "Prévoyez donc de mettre à l'ordre du jour du prochain conseil la renonciation à la préemption JAPEL."

M. SAULNIER : "Non, cela ne se passe pas ainsi."

M. GIRAUD : "On ne parle pas de cela, mais de la question de M. COEURDEUIL de demander le retrait de la délégation de préemption à M. le Maire."

M. KINET : "Je ne parle pas de cela mais de la forme sous laquelle la préemption JAPEL a été proposée entre le point 5 et le point 6 et pas dans le point 8. La preuve en est que la discussion sur l'affaire JAPEL intervient dans le point 10 "Questions orales". Donc il y a quelque part sur la forme quelque chose qui n'est pas normal, ce qui m'amène à ne pas pouvoir approuver ce compte-rendu. A savoir que si on n'approuve pas ce compte-rendu on remet en question toutes les affaires qui y figurent donc ce serait aussi simple que M. le Maire annule ce qui a été évoqué sur l'affaire JAPEL au point 8 et que l'on en débâte au prochain conseil."

M. GIRAUD : "Ne présagez pas du vote des 27 membres du Conseil Municipal sur ce procès-verbal !"

M. KINET : "Même si je suis seul, je le ferais en mon âme et conscience !"

M. SAULNIER ; "Je vous ai écouté et répondu. Vous m'avez bien chargé, mais ce n'est pas grave. Vous avez évoqué des dates mais vous ne connaissez pas le rythme de travail dans une mairie. On procède au vote."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 mars 2015,

A la majorité : 3 CONTRE : MM. KINET-TORRESILLA-BENTOUMI

4 ABSTENTIONS : MM. VERDON-COEURDEUIL-PAZ - Mme BOULE-AMPHOUX

APPROUVE ce document.

2-Affectation des résultats de fonctionnement et d'exploitation 2014 des 3 budgets

COMMUNE

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent de fonctionnement constaté au Compte Administratif du Budget Communal de l'exercice 2014 pour un montant de CINQ CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE CINQUANTE HUIT EUROS SOIXANTE DOUZE CENTIMES (582.058,72 €)

Après en avoir délibéré,

A la majorité 2 abstentions : MM. FOURNEL et GAULET

VOTE l'affectation d'une partie de cet excédent de fonctionnement, soit 150.000 €, représentant le montant de l'annuité « capital » de remboursement d'emprunt pour l'année 2015, à la section d'investissement (article 1068)

VOTE le maintien du solde de ce montant, soit 432.058,72 €, en apport à la section de fonctionnement (article 002) du Budget de la Commune de l'exercice 2015 .

EAU

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent d'exploitation constaté au Compte Administratif du Budget du Service Public de l'Eau Potable de l'exercice 2014 pour un montant de DEUX CENT CINQUANTE SIX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DIX SEPT EUROS QUARANTE CENTIMES (256.477,40 €)

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 abstentions : MM. FOURNEL et GAULET

VOTE le maintien de ce montant, soit 256.477,40 €, en apport à la section d'exploitation (article 002) du Budget du Service Public de l'Eau Potable de l'exercice 2015 .

ASSAINISSEMENT

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent d'exploitation constaté au Compte Administratif du Budget du Service Public de l'Assainissement de l'exercice 2014 pour un montant de DEUX CENT VINGT MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT HUIT EUROS SOIXANTE SEPT CENTIMES (220.488,67 €)

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 abstentions : MM. FOURNEL et GAULET

VOTE le maintien de ce montant, soit 220.488,67 €, en apport à la section d'exploitation (article 002) du Budget du Service Public de l'Assainissement de l'exercice 2015 .

3-Vote du taux des taxes directes locales pour 2015

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré à propos des taux d'imposition applicables en 2015 aux bases d'imposition notifiées de chacune des trois taxes directes locales,

CONSIDERANT le produit fiscal attendu, et de là, déduction faite de la compensation financière, le produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget,

A la majorité : 2 CONTRE : MM. FOURNEL et GAULET,

DECIDE de maintenir les taux appliqués en 2014 et donc, de les fixer comme il suit pour 2015 :

- TAXE D'HABITATION..... 11,50 %
- FONCIER BATI..... 16,60 %
- FONCIER NON BATI..... 87,31 %

DIT que le produit fiscal attendu pour 2015, résultant de l'application de ces taux, s'élèvera au montant de UN MILLION SEPT CENT SOIXANTE DOUZE MILLE SIX CENT SOIXANTE SIX EUROS (1.772.666 €).

4-Vote du budget primitif 2015 pour la Commune et les services publics de l'eau potable et de l'assainissement

COMMUNE

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2015 de la Commune dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

M. VERDON : "Au cours de la préparation des budgets en commission des Finances, on a, à l'unanimité, demandé que, dans l'avenir, on ait plus de visibilité sur les travaux. Aujourd'hui, on est un peu dans le brouillard et on souhaiterait qu'un tableau de bord soit confectionné par la commission des travaux pour qu'au fil des jalons et du déclenchement des travaux on puisse maîtriser les dépenses."

M. DEBAQUE : "Oui c'est tout-à-fait logique pour une vision sur plusieurs années. On a fait un état des lieux durant la première année de notre mandat. Nous allons maintenant prévoir le futur."

M. TORRESILLA : "La commission des travaux ne s'est plus réunie depuis octobre 2014 c'est-à-dire depuis plus de 5 mois. Je ne vois pas comment on peut valider des projets qui n'ont pas fait l'objet d'études, de discussions ! Par exemple ceux relatifs à l'avenue Jean Moulin."

M. DEBAQUE : "On en a discuté déjà deux fois en réunion du conseil municipal."

M. TORRESILLA : "Je ne parle pas de l'intention mais de l'étude de ce qui va se faire ou pas. On est en train de voter 200.000 € sans connaître le contenu de l'opération. On doit prendre des décisions à partir d'études et non de supputations ou d'intentions. Là on n'est pas sur des intentions mais sur du financement. Aujourd'hui la commission des travaux ne les a pas étudiés. Nous n'avons aucun devis, aucune étude pour dire que ces travaux-là ont été étudiés, maîtrisés. Si, moi-même, en tant que membre de la commission des travaux, je n'ai pas eu ces éléments d'informations, je pense qu'aucun autre conseiller municipal ne les a eues. Donc on vote aujourd'hui des travaux qui ne sont pas actés, mais évoqués lors de discussions, de temps en temps. Certes on en parle, mais cela ne suffit pas. On est sur un prévisionnel d'investissement de 2.000.000 €. Pour la chapelle, cela a été validé. Pour la Place Gambetta on est sur des prévisions. A quoi correspondent les 440.000 € prévus pour des travaux divers ?"

M. SAULNIER : "Le budget est prévisionnel, nous avons l'obligation d'inscrire des crédits pour pouvoir lancer des travaux. Les sommes indiquées peuvent évoluer d'une ligne à une autre."

M. TORRESILLA : "Je comprends bien mais à partir du moment où on indique des chiffres, il faut bien les établir sur quelque chose de concret. Je répète que la commission des travaux ne s'est pas réunie depuis 5 mois alors que, d'après le règlement intérieur du Conseil Municipal, elles doivent se réunir au moins une fois par trimestre."

M. DEBAQUE : "Il faut avoir des crédits pour faire face aux urgences telles qu'actuellement une fuite aux écoles."

M. TORRESILLA : "Je ne parle pas de ces urgences mais du budget à planifier sur une année. Si la commission ne se réunit pas c'est qu'il n'y a pas d'intérêt à le faire. Je me bats depuis un an sur ce point sensible. Les commissions ont vocation à se réunir pour travailler ; certaines se réunissent, d'autres pas du tout. Soit c'est une volonté politique de ne pas faire travailler certaines commissions, soit ce sont les vice-présidents qui estiment qu'il n'y en a pas utilité ou que les membres qui les composent n'ont pas les compétences. Je pose un certain nombre de questions. Je m'abstiendrai donc sur le vote du budget communal car certains chiffres m'échappent."

M. FOURNEL : "Je tiens à ajouter que nous votons contre avec M. GAULET car ce budget ne correspond pas à la politique que nous aurions menée d'une part, mais aussi par rapport au manque de transparence n'ayant pas eu le retour des travaux faits par certaines commissions car pas de comptes-rendus."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 3 CONTRE : MM. FOURNEL -GAULET-Mme BOULE-AMPHOUX

4 ABSTENTIONS : MM. TORRESILLA-BENTOUMI-VERDON-COEURDEUIL

ADOpte le projet de budget primitif 2015 de la Commune

ARRETE, pour l'exercice 2015,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de SIX MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT QUATRE EUROS SOIXANTE SEPT CENTIMES (6.302.384,67 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de SIX MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT QUATRE EUROS SOIXANTE SEPT CENTIMES (6.302.384,67 €)

DIT que les traitements et indemnités suivront les augmentations éventuelles en cours d'exercice.

EAU

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2015 du Service Public de l'Eau Potable dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 2 CONTRE : MM. FOURNEL et GAULET

ADOpte le projet de budget primitif 2015 du Service Public de l'Eau Potable,

ARRETE, pour l'exercice 2015,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CINQ CENT TRENTE QUATRE MILLE NEUF CENT HUIT EUROS QUATRE VINGT QUATORZE CENTIMES (1.534.908,94 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CINQ CENT TRENTE QUATRE MILLE NEUF CENT HUIT EUROS QUATRE VINGT QUATORZE CENTIMES (1.534.908,94 €)

ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2015 du Service Public de l'Assainissement dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

M. GAULET : "J'ai une question sur ce budget qui est un peu valable pour celui de l'eau précédemment car on voit que pour équilibrer le budget il y a un programme d'équipement divers pour 761.465 € sans savoir ce qu'il y a dedans. Compte-tenu que les recettes sont toujours supérieures aux dépenses, ne serait-il pas envisageable de diminuer le coût de l'eau potable et de l'assainissement pour les Valois ?"

M. FOURNEL : "Surtout que cela fait la deuxième année que ça se produit."

M. LANGE : "Au contraire, il faut faire un bas de laine car on a pris beaucoup de retard dans les extensions du réseau d'assainissement. Par contre, au lieu de faire dormir l'argent, on ferait mieux de réaliser une extension par exemple Route de Bras. Il ne faut pas augmenter le prix de l'eau mais ne pas la baisser non plus."

M. FOURNEL : "C'est un travail à mener en commission. Cette extension ne va pas se faire maintenant mais après le P.L.U. donc vu que l'excédent est constaté depuis deux ans, il serait peut-être bon de baisser le prix de l'eau et de l'assainissement."

M. LANGE : "L'extension de l'assainissement n'a rien à voir avec l'avancée du P.L.U."

M. SAULNIER : "Il vaut mieux à mon sens conserver un excédent qui permettra de financer les travaux futurs sans quoi nous ne pourrions pas donner suite aux prescriptions du P.L.U."

M. KINET : "Je suis un peu désolé qu'on paie autant de taxes mais je suis conscient qu'il manque énormément de réseaux. Là encore il faut définir une commission qui travaille sur les investissements à faire qui seront confirmés par le P.L.U. mais rien ne nous empêche de consulter des plans, d'aller dans les quartiers non desservis et gravitairement raccordables. Dès l'esquisse du P.L.U., il faudrait pouvoir lancer les marchés sur les quartiers concernés. On a de quoi faire une paire de kilomètres de canalisation dans ces quartiers. Il ne faut pas oublier la nécessité de se réunir et d'en parler."

M. LANGE : « Je pense personnellement qu'on n'a pas à attendre le P.L.U. pour faire une extension de l'assainissement et de l'eau potable quartier « Les Jeannets ». Ce secteur est bâti ; les quelques verrues qui restent vont rester constructibles. Il suffirait de prévoir un branchement en attente. Le P.L.U. et l'assainissement dans ce type de secteur n'ont rien à voir, c'est éventuellement le cas si on veut dégager de la constructibilité sur les zones agricoles actuelles, mais je ne pense pas que c'est le cas vu qu'au contraire la municipalité souhaite préserver ces zones. Il faut simplement prendre la décision de procéder à une extension sur la route de Bras et désigner un bureau d'études. »

M. SAULNIER : « Je rejoins M. LANGE, puisque nous étions ensemble quand nous avons fait le tour du secteur pendant la campagne électorale. Nous nous étions aperçu qu'il y avait des antennes non réalisées et qu'il suffisait de les poursuivre pour pouvoir récupérer quelques constructions. C'est un travail qui se fera en commission. Les grands projets seront aussi travaillés en commission dans le cadre du P.L.U. »

M. PAZ : « A-t-on une idée du positionnement de la commune sur le prix de l'eau par rapport à la strate ? Sommes-nous plus chers, moins chers ? Nous n'avons pas de chiffres ? »

M. COEURDEUIL : « Il me semble, mais je ne l'affirme pas, que nous sommes un peu en dessous. »

M. SAULNIER : « La question a déjà été posée me semble-t-il. »

M. PAZ : « J'avais déjà dû la poser l'an dernier. Peut-on se renseigner ? »

M. SAULNIER : « Nous nous renseignerons pour vous donner l'information. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 2 CONTRE : MM. FOURNEL et GAULET

1 ABSTENTION : Mme BOULE-AMPHOUX

ADOpte le projet de budget primitif 2015 du Service Public de l'Assainissement,

ARRETE, pour l'exercice 2015,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE QUATRE CENT VINGT SIX
EUROS TRENTÉ TROIS CENTIMES (1.194.426,33 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE QUATRE CENT VINGT SIX
EUROS TRENTÉ TROIS CENTIMES (1.194.426,33 €)

5-Travaux de réfection des voies communales - Programme 2015 - 1^{ère} tranche - Avenue Jean Moulin -Reconduction du marché passé avec « S.V.C.R. »

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 7 mai 2013, le Conseil Municipal a autorisé la signature du marché de travaux à bons de commande avec l'Entreprise « S.V.C.R. » pour la réalisation des travaux de réfection des voies communales pour un an renouvelable trois fois.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux, qui informe le Conseil Municipal qu'il doit maintenant se prononcer sur les modalités de reconduction du marché à bons de commande pour 2015, conformément aux dispositions du contrat passé avec l'Entreprise « S.V.C.R. ».

Suite à la réunion de la commission communale chargée des travaux, il propose que soit inscrite, au programme 2015, la première tranche de réfection de l'avenue Jean Moulin.

M. DEBAQUE donne connaissance à l'assemblée de l'estimation financière globale de cette opération, établie par la SPL « ID 83 » via le Pôle Technique Provence Verte, d'un montant total arrondi de 353.500 € TTC, et propose qu'une première tranche soit programmée sur 2015 pour un montant de 150.000 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

M. LANGE : « Quand je lis : « Pour 2015, le chantier d'intervention de l'Entreprise « S.V.C.R. » pour la réfection des voies communales a été arrêté comme suit par la Commission Communale des Travaux », je m'étonne car bien que ne faisant pas partie de cette commission, je reçois les comptes-rendus et lors des deux dernières réunions de chantiers nous n'en avons pas parlé. Certes M. le Maire en a parlé à différentes occasions, mais la commission des travaux n'a même pas eu un profil en travers du projet. Que va-t-on faire exactement ? Je sais qu'il y a un cabinet privé qui a travaillé pour SVCR pour les fils d'eau pour les réseaux d'eau et d'assainissement, etc, je sais pour avoir entendu ça et là qu'un trottoir est prévu, que le pluvial va être revu.... Donc je devine parce que c'est mon métier....mais j'espère qu'on ne fera pas comme pour le pluvial du chemin de Correns où on arrive à la buse 30 cm plus bas que le fil d'eau. Comment va-t-on faire pour régler ce problème ? On va laisser cela comme ça, la buse s'enliser ? Je vais voter pour ces travaux sur l'avenue Jean Moulin. Je voudrais que sur ces 150.000 € on prélève une somme pour régler le problème du pluvial du chemin de Correns car on ne peut pas laisser une buse avec un fil d'eau 30 cm plus bas, cette buse va s'enliser dans le temps. »

M. SAULNIER : « Je tiens à vous informer que S.V.C.R. s'est rapproché du Cabinet HENNEBICQUE pour réaliser tous les relevés conformes et les devis établis l'ont été d'après ces documents. »

M. LANGE : « Je ne mets pas en doute la conformité des relevés faits par ce Cabinet. J'aurais aimé simplement que M. DEBAQUE réunisse sa commission des travaux, réunion à laquelle je serai allé en tant que membre auditeur, et j'aurais ainsi ensuite pu voter en toute connaissance de cause. Je vais voter ce projet car j'ai voté le D.O.B. et ce serait un non-sens qu'aujourd'hui je vote contre. »

M. SAULNIER : « Ce document technique je ne l'ai que depuis quelques jours et M. DEBAQUE ne l'a pas encore eu entre les mains. Je rappelle que nous n'avons pas à juger ce document technique car c'est SVCR qui l'a commandé et on est amené à faire confiance aux techniciens. »

M. LANGE : « J'aurais peut être demandé à ce que la réfection de la Rue du 11 Novembre soit prioritaire par rapport à l'avenue Jean Moulin vu son état. Mais j'insiste sur le pluvial du chemin de Correns. On peut peut-être pallier aux containers enterrés et ne mettre que 35.000 € à ce poste et le reste pour le pluvial du chemin de Correns. »

M. SAULNIER : « La commission des Travaux discutera sur ce point. Ce n'est pas l'objet de la réunion de ce soir. »

M. CULINATI : « On ne peut pas supprimer 15.000 € pour les containers enterrés, ce n'est même pas la peine d'y penser. »

M. LANGE : « Mais si je ne mets pas le doigt dessus, ce pluvial va rester comme ça, j'en suis certain. »

M. DEBAQUE : « Pas du tout car on étudie le cas depuis quelques temps et des travaux seront entrepris. »

M. TORRESILLA : « J'ai la chance de connaître le projet de l'avenue Jean Moulin car SVCR a confié l'étude au Cabinet Hennebicque. Nous avons répondu aux exigences de l'entreprise, nous n'avons fait qu'exécuter ce qui a été commandé par SVCR. Je pense que si la commission dans son ensemble avait apporté une contribution de ce projet, et pas uniquement une vision unique, on aurait pu apporter des aménagements particuliers. Il faut savoir que dans le cadre du PLU, il y a une parcelle agricole tout à fait en haut de l'avenue. Le dossier porte sur la première tranche mais le projet va jusqu'à l'extrémité de l'avenue. »

M. SAULNIER : « Ce n'est qu'un avant-projet, c'est bien ce qui est indiqué sur le plan. Donc la commission pourra y apporter des modifications, des suggestions. »

M. TORRESILLA : « Ce que je regrette c'est que le fait de ne pas nous réunir nous empêche de partager un certain nombre d'informations. J'ai été contacté par un certain nombre de propriétaires, dans le cadre du P.L.U., à titre privé, pour des aménagements, et je pense que sur ces travaux de réfection et d'aménagement, on ne peut pas séparer la voirie avec les projections des propriétaires ou les nôtres dans le cadre du P.L.U.. Il serait intéressant de manier les deux outils au même moment et non pas l'un bien en amont de l'autre. C'est ce que nous sommes en train de faire. Le projet dans sa partie finale ne correspond pas tout à fait à ce que l'on pourrait faire de mieux. »

M. DEBAQUE : « Dans la partie finale peut-être mais ce soir on traite de la première tranche. Je fais amende honorable sur les réunions. Depuis un an, j'ai eu pas mal de boulot et j'ai fait ce que j'ai pu. Je prends acte de vos critiques. »

M. TORRESILLA : « J'interviens pour une meilleure efficacité et un partage des informations et des études. »

M. SAULNIER : « Il serait bon en effet de faire connaître les demandes des riverains vu qu'ils vous ont apparemment contacté directement M. TORRESILLA. La première partie qui représente 1/3 de l'avenue va nous permettre de démarrer pour le pluvial, etc et ensuite les études vont se poursuivre. »

M. DEBAQUE : « Je crois que M. KINET est aussi porteur de réclamations de certains riverains. »

M. KINET : « Non je n'ai pas de réclamations de riverains. Ma question est de savoir si une réunion d'informations aura lieu avec les riverains, vu qu'il y a de mauvais coucheurs et que les travaux vont prendre un certain temps. Je préférerais que cela soit prévu. »

M. SAULNIER : « Oui pas de problème pour ça, dès que nous aurons une étude un peu plus poussée nous pourrions organiser cette réunion. »

M. KINET : « Ce que j'espère c'est que les travaux de cette 1^{ère} tranche ne s'arrêteront pas juste devant chez moi pour ne pas entendre dire « les travaux ont été réalisés juste pour satisfaire KINET. »

M. SAULNIER : « Je ne sais pas si on va garder cette remarque dans le procès-verbal ! ».

M. LANGE : « Encore un petit détail sur l'avenue Jean Moulin. Pour cette voie, il y a l'assainissement, tout le côté gauche est raccordé mais côté droit il y a des maisons non raccordées alors que la loi dit qu'à moins de 200 mètres il y a obligation de se raccorder. Il faudrait donc faire intervenir EAUX DE PROVENCE pour faire un relevé des non raccordés et prévoir un tabouret siphon en attente afin de ne pas ouvrir la route après que le tapis neuf soit réalisé. Il faut y penser. »

M. SAULNIER : « Cela a été évoqué puisqu'on sait que le réseau passe en dessous de l'avenue. »

M. LANGE : « Non pas du tout, il n'y a que le réseau sur l'avenue. »

M. SAULNIER : « Une certaine partie est raccordée sur le réseau qui passe en contrebas. »

M. KINET : « Les maisons situées en contrebas sont raccordées au moyen d'une pompe de relevage. »

M. LANGE : « Il faut prospecter les gens aussi pour le raccordement au gaz par l'intermédiaire de Gaz de France. Il faut anticiper. Je vous dis cela car l'ancienne municipalité a oublié de prévoir des boîtes de raccordement à l'intérieur du PAE des Vergers, alors que dans ce type d'opération, c'est la mairie qui doit les installer en limite de propriété. Pourquoi n'ont-ils pas anticipé ? Il y a beaucoup de terrains constructibles plus haut. Donc on va casser une voie refaite il y a 5 ans pour raccorder ces propriétés ? »

M. SAULNIER : « Des questions à ce sujet ont déjà été posées à EAUX DE PROVENCE et nous attendons les réponses. »

M. PAZ : « Est-il envisagé de passer tous les réseaux aériens en souterrain à l'occasion de ces travaux sur l'avenue Jean Moulin ? »

M. SAULNIER : « Non ce n'est pas prévu. »

M. GIRAUD : « Cette question a déjà été posée lors de la dernière réunion. C'est dans le PV et la réponse a été négative. »

M. LANGE : « Une parenthèse. Je pense que Christian DEBAQUE a dû faire la démarche auprès de l'entreprise, mais le terrain de La Jouberte devient une décharge. Il y a l'entrepôt de SVCR et de COSSETTA. A l'avenir, il faut mettre une chaîne pour barrer l'accès du terrain communal. Cela devient une aire de stockage. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint aux Travaux,
Considérant les termes du marché à bons de commande passé avec l'Entreprise « S.V.C.R. » en 2013,

Considérant les conditions énoncées dans ce contrat (notamment les seuils de 100.000 € TTC minimum et 800.000 € TTC maximum de travaux dans l'année civile)

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 ABSTENTIONS : MM. KINET-TORRESILLA-BENTOUMI-FOURNEL-GAULET,

ARRETE la programmation 2015 des travaux de réfection des voies communales par l'entreprise « S.V.C.R. » comme suit :

- Avenue Jean Moulin (1^{ère} tranche) pour un montant de 150.000 € TTC

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires à cette commande de travaux et à signer tout document en découlant

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitres 011 et 21).

6-Chapelle « Notre-Dame de Pitié » - Modification du plan de financement et demandes de subventions

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 22 janvier 2015, la décision a été prise de lancer les travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié », classée « Monument Historique ».

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture et au Patrimoine.

Mme INGRASSIA informe l'assemblée que le Dossier de Consultation d'Entreprises a été remis à la Commune par l'Architecte en Chef des Monuments Historiques, M. TRUBERT, pour les travaux de la tranche ferme (extérieurs (façades et toiture) et décors) L'estimation financière des travaux était jointe à ce dossier. Il s'est avéré une différence sensible entre l'estimation initiale établie par la D.R.A.C. (176.075 € HT) et celle de M. TRUBERT (290.000 € HT).

Mme INGRASSIA : "Je vous avais informé lors du débat d'orientations budgétaires qu'il y avait une modification quant au coût des travaux de restauration de la Chapelle Notre-Dame de Pitié. Je vous avais indiqué qu'un nouveau plan de financement serait remis au Conseil Municipal lors de la réunion suivante. Je vous le soumetts donc ce soir. Le montant estimatif des travaux est beaucoup plus élevé qu'initialement mais je vous avais indiqué que par contre le montant de l'autofinancement communal est revu à la baisse. Je réponds ainsi à la question de M. FOURNEL qui s'inquiétait, lors du D.O.B., de savoir si la part de la Commune allait être augmentée. Le plan de financement prévisionnel réactualisé est le suivant :

La D.R.A.C. nous a informés qu'une subvention complémentaire était allouée à la Commune pour un montant de 100.000 €.

Vous constatez que l'autofinancement s'élève à 61.000 € au lieu de 69.000 €.

Nous envisageons de lancer un appel au mécénat avec la Fondation du Patrimoine.

Tout est prêt pour lancer ce projet et je vous demande votre accord afin que nous puissions avancer et envisager concrètement cette restauration, après l'appel d'offres qui va être lancé, conformément à la réglementation. Le début des travaux pourrait être programmé pour septembre 2015.

M. LANGE : "Je souhaiterais une explication sur l'autofinancement qui est de 61.000 €. Alors pourquoi dans le DOB on a prévu 290.000 € ?"

Mme INGRASSIA : "Le montant de 290.000 € représente le montant des travaux hors subventions."

M. LANGE : "Oui mais en principe, on aurait dû budgéter que l'autofinancement !"

M. KINET : "Les subventions viennent en recettes dans le budget."

M. LANGE : "On reçoit les subventions une fois qu'on a réalisé les travaux."

Mme INGRASSIA : "Certaines subventions sont déjà accordées comme celle de la DRAC, les autres sont à demander, comme c'est inscrit dans le plan de financement prévisionnel que je vous ai lu. A savoir aussi que les dons des mécènes viendront encore diminuer l'autofinancement communal. On peut espérer jusqu'à 25.000 € dont 10.000 € de la Fondation du Patrimoine."

M. KINET : "Le montant de 290.000 € est-il TTC ou HT et à combien va s'élever le FCTVA sur l'ensemble de l'opération ?"

M. SAULNIER : "Le montant indiqué est hors taxes."

Mme BREBAN : "Je voudrais préciser à M. LANGE que dans le D.O.B., nous avons inscrit, en commission des finances, 290.000 € pour la chapelle mais aussi pour l'église avec le vitrail et la façade. Donc le montant n'est pas que pour la chapelle."

M. FOURNEL : "Effectivement cette chapelle est classée monument historique et elle est unique dans la région. Les montants sont ce qu'ils sont, on ne peut pas y échapper puisque obligés de passer par la D.R.A.C. mais ce qui me chagrine c'est le supplément que vont représenter tous les frais annexes tels que la maquette, la publicité et tout le marketing qui sera à la charge de la mairie."

Mme INGRASSIA : "Ce sera une somme dérisoire par rapport aux travaux."

M. FOURNEL : "A ce propos pouvez-vous m'expliquer en quoi consiste le reversement par la commune à la Fondation à hauteur de 3 % sur les dons reçus des mécènes lambda et de 5 % sur les dons des mécènes soumis à l'ISF ?"

Mme INGRASSIA : "On monte un dossier avec la Fondation du Patrimoine. Il est soumis à une commission spécifique et à partir de l'accord de celle-ci, on aura la possibilité d'élaborer une petite plaquette publicitaire et de valider une convention avec la Fondation. Celle-ci prélèvera un pourcentage sur les dons reçus. Ce n'est donc pas une charge supplémentaire pour la Commune puisque prélevée directement à la source. On a déjà reçu des propositions de dons de particuliers. Je suis bien soutenue par les membres de ma commission qui ont à cœur de défendre ce projet de restauration. Il faut nous donner les moyens de le mener à bien. On pourra aussi organiser un évènement autour de ce projet."

M. FOURNEL : "Je ne vais pas encore polémiquer mais si je me suis abstenu la dernière fois, c'est par rapport à ces montants élevés. Les municipalités précédentes auraient dû prendre en charge ces travaux. Certes nous avons un petit excédent budgétaire mais, même si cette restauration revêt un caractère prioritaire, nous avons d'autres priorités plus importantes."

Mme INGRASSIA : "Il faut prendre en considération le montant de l'autofinancement soit 61.000 € et ne pas regarder le montant total des travaux. Nous avons deux possibilités, soit entamer ces travaux soit laisser la chapelle tomber en ruines."

M. FOURNEL : "61.000 € sur une année ! J'étais favorable à une mise hors d'eau/hors d'air pour stopper la dégradation de l'édifice mais pas pour d'autres travaux."

M. PAZ : "La tranche ferme consiste à une mise hors d'eau/hors d'air. On sauve l'édifice et la tranche conditionnelle nous ne sommes pas obligés de la réaliser en 2016. C'est une tranche optionnelle."

M. FOURNEL : "Ce n'est pas ce qui a été dit au début."

M. PAZ : "Oui, c'est ce qui est dit depuis le début du projet. Je pense que si on lance le projet, on doit le terminer pour que la chapelle devienne un atout touristique pour la commune, et une attractivité pour St Jacques de Compostelle qui peut nous amener beaucoup de visiteurs. La question est de savoir si nous avons envie que des touristes viennent visiter notre patrimoine ou pas."

M. FOURNEL : "Ce n'est pas la question. Mais ce n'est pas le seul édifice de notre patrimoine ; il y en a d'autres dans le centre du village."

Mme INGRASSIA : "L'un n'empêchera pas l'autre. La commission des travaux qui doit se réunir va peut-être proposer d'autres travaux."

M. PAZ : "Pour la première tranche, l'autofinancement de 61.000 € va être réduit par les dons que nous allons recevoir et par d'autres aides à demander. Donc si tout le Conseil Municipal se mobilise, il ne nous restera pas grand chose à payer."

Mme INGRASSIA : "On sera certainement surpris de la modicité du montant qu'il restera à prendre en charge."

M. FOURNEL : "A voir !"

M. SAULNIER : "C'est un patrimoine unique dans la région, c'est un patrimoine que nous allons pouvoir inscrire prochainement à la Provence Verte. On se bat pour retrouver notre place au sein de la Provence Verte car aujourd'hui nous ne sommes plus autorisés à avoir un Office du Tourisme. On aura certainement l'appui des Bâtiments de France dans toutes les prospections que nous allons mener. En lançant cette première tranche nous allons sauver cet édifice. Je pense que c'est une bonne action pour la Commune."

Cette récente estimation comprend :

-M.O.E.....	19.000 €
-Travaux de restauration des extérieurs.....	222.000 €
-Travaux de restauration des décors.....	24.000 €
-Aléas de chantier et hausses de prix.....	25.000 €
<u>TOTAL.....</u>	<u>290.000 €</u>

Le nouveau plan de financement de l'opération peut maintenant être arrêté comme suit :

-Subvention de la D.R.A.C. (45 % de 176.075 €).....	79.233 €
-Subvention de la D.R.A.C. (50 % de 200.000 €).....	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »).....	29.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine).....	20.000 €
-Autofinancement (21 %).....	61.767 €
TOTAL.....	290.000 €

Mme INGRASSIA fait remarquer à l'assemblée que le montant de l'autofinancement est inférieur à celui prévu initialement : 61.767 € contre 69.235 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce nouveau plan de financement prévisionnel.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture et au Patrimoine,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 ABSTENTIONS : MM. FOURNEL et GAULET,

PREND ACTE de l'estimation des travaux établie par M. TRUBERT, Architecte en Chef des Monuments Historiques pour un montant total de 290.000 € HT pour les travaux de la première tranche soit ceux concernant les extérieurs (façades et toiture) et les décors

ARRETE le nouveau plan de financement des travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » comme proposé par Mme INGRASSIA, soit :

-Subvention de la D.R.A.C. (45 % de 176.075 €).....	79.233 €
-Subvention de la D.R.A.C. (50 % de 200.000 €).....	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »).....	29.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine).....	20.000 €
-Autofinancement (21 %).....	<u>61.767 €</u>
TOTAL.....	290.000 €

SOLLICITE une subvention auprès de la Région au titre de l'enveloppe « Patrimoine et Inventaire » à hauteur de 10 % du montant HT des travaux,

SOLLICITE un fonds de concours auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence au titre de l'enveloppe « Patrimoine » à hauteur de 20.000 €,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires et à signer tout document en découlant

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitres 20 et 23).

7-SYMIELECVAR - Groupement de commandes d'achat d'électricité et transfert de compétence optionnelle n° 8 « Maintenance Eclairage Public »

Groupement d'achat d'électricité

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR, qui rappelle à l'assemblée que la suppression des Tarifs de Vente Régulés est programmée pour les consommateurs finals domestiques et non domestiques ayant des locaux raccordés avec une puissance souscrite égale ou supérieure à 36 kVa (tarifs «jaune» et tarifs «vert») le 31 décembre 2015.

« Au 1^{er} janvier 2016, les acheteurs soumis au Code des marchés publics ou à une procédure obligatoire de mise en concurrence, notamment les collectivités territoriales et les établissements publics, devront avoir signé un nouveau contrat en offre de marché avec un fournisseur de leur choix. A défaut, ils s'exposent à subir une interruption de service puisque leur contrat au tarif réglementé aura disparu et qu'ils n'auront dès lors plus de contrat de fourniture d'électricité.

Dans ce cadre, le regroupement de ces pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, acheteuses d'électricité, de fournitures et de services en matière d'efficacité énergétique, est un outil qui, non seulement, leur permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence mais, également, assure une maîtrise de leur consommation d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable.

Dans ce contexte, le SYMIELECVAR a consulté l'ensemble des communes adhérentes en vue de connaître leurs intentions en la matière et s'ils comptaient profiter de la mise en place d'un groupement de commandes d'achat d'électricité et services associés afin de permettre aux acheteurs soumis aux dispositions précitées de se mettre en conformité avec la loi, tout en optimisant la procédure de mise en concurrence.

La commune a répondu favorablement à cette enquête.

Afin de préparer le futur marché de fournitures, il est nécessaire que la commune adhère au groupement de commandes sur la base de la convention de groupement jointe à la présente délibération qui fixe les droits et devoirs de chacune des parties.

Une fois que le SYMIELECVAR aura recueilli l'ensemble des délibérations des membres souhaitant participer, la convention, avec en annexe la liste des membres, sera signée par M. le Maire ou son représentant et Monsieur le Président du SYMIELECVAR.

En conséquence, il est demandé à l'assemblée délibérante :

- d'accepter le principe d'adhésion de la commune au groupement de commandes ayant pour objet l'achat d'électricité et d'adopter la convention de groupement jointe à la présente. »

M. KINET : "Nous pourrions donc choisir notre fournisseur d'électricité ?"

M. DEBAQUE : "Oui c'est l'objet de ce groupement d'achat."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE :

- le principe d'adhésion de la commune au groupement de commandes mis en place par le SYMIELECVAR ayant pour objet l'achat d'électricité,
- d'adopter la convention de groupement jointe à la présente.

Transfert de la compétence optionnelle n° 8 « Maintenance Eclairage Public »

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR, qui expose à l'assemblée que conformément aux statuts du Syndicat Mixte de l'Energie des Communes du Var (SYMIELECVAR) qui ont fait l'objet d'un arrêté de Monsieur le Préfet du Var en date 04 novembre 2011 et par délibération du 30 juin 2011, la compétence optionnelle n°8 « *Maintenance Eclairage Public* » peut être transférée au SYMIELECVAR, pour la mission suivante :

- **Maintenance Eclairage Public** : le SYMIELECVAR se charge pour le compte des communes qui en font la demande, de la maintenance des réseaux d'éclairage public. Elle ne peut s'effectuer que sur la base d'un inventaire contradictoire réalisé en début de transfert. Le paiement des consommations d'électricité reste à la charge des communes.

Le Syndicat bénéficiera de la mise à disposition des ouvrages existants à entretenir. Les relations entre les collectivités seront régies par le règlement adopté par le Comité Syndical en date du 16 décembre 2011.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE :

- de confier au SYMIELECVAR la compétence optionnelle n°8 dans des conditions définies par l'article L-2224-31 du CGCT,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

8-Règlement intérieur du personnel communal

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commission du Personnel Communal et le Comité Technique ont travaillé sur un projet de règlement intérieur du Personnel Communal sous l'impulsion de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD pour exposer ce projet de règlement.

M. GIRAUD donne lecture de ce projet et le commente puis il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

M. GIRAUD : *"Un petit rappel :*

- *1er janvier 2014, la Commune déclare 51 agents soumis à la création d'un Comité Technique et un Comité d'Hygiène et de Sécurité.*
- *3 décembre 2014 : élections professionnelles et création du CT et du CHSCT.*

- 24 février 2015 : approbation à l'unanimité par le CT et le CHSCT du projet de règlement intérieur, travaillé en collaboration avec les deux instances.

Au-delà des prescriptions habituelles qui rappelle les droits et les obligations des agents, je vous propose d'évoquer les points propres à notre collectivité dans un premier temps, puis dans un second temps de répondre à vos questions suscitées par la lecture de ce projet de règlement.

Les points propres à notre collectivité sont :

- article 4 : horaires et organisation de travail. Nous avons négocié avec le CT pour qu'aucun travail quotidien ne puisse atteindre 6 heures consécutives sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 mn. Nous en avons en effet discuté en commission du personnel et en CT et nous avons trouvé anormal que des agents travaillent sur une amplitude de 7 heures alors que ce n'était pas dans le sens du service public demandé par la Mairie. Un agent administratif travaillait 7 heures d'affilées et on lui devait 20 mn de pause mais cela n'a pas été jugé comme dans l'intérêt du service public. Nous proposons donc d'accorder une pause de 45 mn obligatoire à prendre entre 12h et 14h.

On a ensuite abordé les récupérations et les heures supplémentaires (IHTS). Jusqu'à présent les heures supplémentaires du samedi étaient récupérées sur la base d'une heure et demie pour une heure de travail, le dimanche les heures étaient doublées. Nous avons donc négocié et avons arrêté la proposition suivante : les heures effectuées en semaine ou le samedi avant 22h seront récupérées une heure pour une heure. La nuit à partir de 22h00 et jusqu'à 5h, ou 7h pour les agents effectuant un travail continu de 7h à la demande de la collectivité, les heures seront affectées d'un coefficient de 2 ; et le dimanche ou jour férié, les heures effectuées seront affectées d'un coefficient de 2/3 au lieu de 2 habituellement. Ces mesures ont été adoptées à l'unanimité par le CT.

Exceptionnellement et sur demande de l'agent, chaque heure supplémentaire pourra donner lieu à une rémunération.

- Leur nombre est plafonné à 25 heures par mois,
- Le calcul s'effectue à partir de l'indice majoré détenu par l'agent qui permet de déterminer un taux horaire normal mensuel (x) défini à partir des paramètres suivants et de la formule ci-après :
$$(\text{Traitement Brut Indiciaire de l'agent} + \text{NBI} + \text{Indemnité de résidence}) / 151.67 \text{ heures} = x,$$
- Les 14 premières heures sont affectées d'un coefficient de 1.25,
- Les 11 heures suivantes sont affectées d'un coefficient de 1.27,
- Les heures de Dimanche et Jours Fériés sont calculées au tarif de l'heure de base majoré de 2/3,
- Les heures de nuit sont calculées au tarif de l'heure de base multiplié par 2

Les heures effectuées le samedi en journée sont calculées sur la base des heures normales.

- Les agents de catégorie A bénéficiant d'une indemnité forfaitaire d'heures supplémentaires (I.F.T.S) ne peuvent pas percevoir d'indemnité horaire d'heures supplémentaires (I.H.T.S), ni récupérer les heures supplémentaires effectuées.
- Les agents de catégorie B bénéficiant d'une indemnité forfaitaire d'heures supplémentaires (I.F.T.S) peuvent percevoir une indemnité horaire d'heures supplémentaires (I.H.T.S), et récupérer les heures supplémentaires effectuées.

On a fait rajouter aussi une nouvelle disposition datant de 2013, autorisant les agents de catégorie B à cumuler l'indemnité pour heures supplémentaires (IHTS) et l'indemnité forfaitaire pour heures supplémentaires (IFTS) ; par contre les agents de catégorie A

comme notre secrétaire générale n'ont pas droit à ce cumul mais seulement à l'indemnité forfaitaire. Nous avons un cadre B ; il y aura donc droit.

Pour les congés annuels, nous avons convenu, en CT et en commission du personnel, de lâcher un peu de lest comme il se doit dans toutes négociations, et de maintenir ce qui se faisait jusqu'à maintenant, soit les congés en heures. Les agents de la Mairie du Val bénéficient donc de 5 fois 35 heures soit 175 heures de congés annuels légaux.

Pour ce qui est des autorisations spéciales d'absence, elles ont été arrêtées comme suit :

Motifs et durées :

- Mariage de l'agent	3 jours
- Mariage d'un enfant	1 jour
- Décès du conjoint ou d'un enfant	5 jours
- Décès du père ou de la mère	3 jours
- Décès : grands parents, beaux parents l'existant)	1 jour (ajout par rapport à
- Décès d'un frère ou d'une sœur	2 jours
- Naissance ou adoption	3 jours
- Hospitalisation du conjoint ou d'un enfant	5 jours par an
- Hospitalisation du père ou de la mère	3 jours par an
- Enfants malades par agent	5 jours
- Déménagement l'existant)	1 jour par an (ajout par rapport à

Toutes ces absences devront être justifiées.

Nous n'avons pas non plus modifié le recours à la pointeuse. Cette mesure était en balance avec les congés calculés en heures. Chaque agent doit pointer au plus près de son poste de travail aux heures fixées pour le début et pour la fin du travail. Tout retard doit être justifié sans délai auprès de son responsable hiérarchique.

Chaque chef de service est chargé de tenir à jour une fiche de suivi des retards pour l'ensemble des agents placés sous sa responsabilité. Ces fiches seront transmises à l'agent en charge de la pointeuse.

Quand le cumul mensuel des retards est supérieur à quinze minutes, toute minute au-delà est déduite des congés annuels.

En cas d'abus, les absences et les retards pourront donner lieu à des sanctions disciplinaires prévues par les textes réglementaires.

On a rajouté également le décret du 3 octobre 2014, à savoir : "En cas de maladie, les agents concernés doivent obligatoirement en avvertir le responsable de service et le service du personnel le plus rapidement possible (si possible dans la journée), par tous moyens utiles, et lui adresser impérativement dans les 48 heures un certificat médical d'arrêt de travail.

Si l'agent n'envoie pas son arrêt de travail dans les 48 heures après son établissement (sauf hospitalisation), la collectivité l'informerait du retard constaté et lui signifierait qu'en cas de nouveau manquement dans les deux ans qui suivent, il sera sanctionné financièrement par la retenue de moitié de la rémunération brute qu'il doit toucher entre la date d'établissement de son arrêt de travail et la date d'envoi effectif de l'arrêt."

Cette mesure n'existait pas jusqu'à maintenant, seules des notes de service ont été retrouvées à ce sujet.

Pour les équipements de travail, il est rappelé dans ce règlement intérieur les obligations des agents quant à l'utilisation de ces E.P.I., la Commune les leur mettant à disposition par une dotation individuelle.

Un rappel sur les cas de sanctions disciplinaires avec les avertissements, les blâmes, etc.....

Tout le reste du règlement intérieur reprend les articles génériques du statut de la fonction publique territoriale.

Le Conseil Municipal doit prendre acte des propositions adoptées à l'unanimité par le C.T. ainsi que par la commission du personnel. Il doit ensuite se prononcer sur son approbation et pour son application à compter du 1er mai 2015.

M. FOURNEL : "J'ai lu en diagonale le règlement intérieur, mais il ne me semble pas avoir lu de dispositions par rapport aux astreintes de divers agents tels que ceux de la police municipale."

M. GIRAUD : "Pour l'instant nous n'avons pas évoqué les astreintes car c'est une somme aléatoire. On peut allouer des sommes sur les indemnités d'astreinte mais, après étude de l'année 2014, il apparaît que nous sommes gagnants en payant des heures supplémentaires selon les besoins, plutôt que de payer des indemnités d'astreinte."

M. FOURNEL : "Les agents désignés pour des astreintes doivent les assurer obligatoirement."

M. GIRAUD : "Effectivement, et cela entraîne d'autres obligations pour la Commune. Maintenant si on s'aperçoit que pour certains services le paiement en heures supplémentaires coûte plus cher que de payer des indemnités d'astreinte, on étudiera le coût à ce moment-là."

M. KINET : "Il me semble qu'un point n'a pas été abordé quand nous avons discuté en commission des congés exceptionnels, c'est le problème du PACS. On donne un jour pour le mariage mais on n'évoque pas le PACS alors que juridiquement il a les mêmes valeurs. Ne devrions-nous pas préciser dans le règlement "mariage ou pacs" ?"

M. GIRAUD : "Cela a été évoqué en C.T. et nous étions d'accord pour que cela ait la même valeur."

M. KINET : "Il faudrait le rajouter dans le règlement."

Mme DONADEY : "Effectivement, il faut apporter cette précision."

M. GIRAUD : "Le règlement a été adopté par le C.T. tel que présenté dans le projet mais cette précision sera apportée."

M. LANGE : "Pourquoi il y a une disparité entre les heures récupérées avant 22 heures, soit 1 pour 1, et celles payées à 1,25 ?"

M. GIRAUD : "Il n'y a pas de disparité, c'est un mode de calcul !"

M. LANGE : "Si on lit : "les heures effectuées en semaine ou le samedi avant 22h seront récupérées une heure pour une heure" puis plus loin : " les 14 premières heures sont affectées d'un coefficient de 1.25."

M. GIRAUD : "C'est la différence entre la récupération et le paiement des heures supplémentaires; Quand un agent technique de 1ère classe prend une heure de récupération, il coûte plus que l'agent technique de 2ème classe. En contrepartie, on est obligé de le payer plus."

M. LANGE : "Sans parler de grade, le gars qui récupère est désavantagé par rapport à celui qui se fait payer puisque l'heure est alors majorée à 1.25."

M. GIRAUD : "Nous n'obligeons pas l'agent à choisir la récupération plutôt que le paiement. C'est lui qui opte pour l'un ou pour l'autre."

M. LANGE : "C'est donc la loi ?"

M. GIRAUD : "Oui bien sûr et cela a été évoqué avec les syndicats puisque au CT nous avons la présence de syndicats dans le collège des employés qui ont élus leurs représentants syndicaux."

M. LANGE : "Je me souviens qu'à la D.D.E. le taux était identique qu'on récupère ou qu'on soit payé, soit 1.25."

Mme VOLANTE : "Dans mon secteur, ce n'est pas comme ça non plus, alors, excusez-moi M. LANGE, mais si on pouvait passer au vote....."

M. TORRESILLA : "Ce taux de 1.25, comment est-il décidé ? Parce que je vois 1.27 pour les 11 heures suivantes, le différentiel est vraiment faible. Nous avons essentiellement des agents de catégorie C et je trouve que ce n'est pas incitatif."

M. GIRAUD : "Cela reste dans le C.G.C.T. donc réglementaire."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le règlement intérieur du personnel communal,

AUTORISE Monsieur le Maire à le mettre en œuvre à compter du 1^{er} mai 2015 et à donner les suites nécessaires à son application.

9-Médiathèque :

-Convention de partenariat avec l'association « Bilbok »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Médiathèque municipale « Montmajour » se propose de recevoir les jeunes membres de l'association « BILBOK » au sein de son infrastructure et mettre à leur disposition ses équipements pour organiser des animations.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention de partenariat à signer entre la commune et l'association « BILBOK ».

Mme INGRASSIA : "Vous avez reçu le projet de convention. Elle est similaire à celle déjà approuvée par le Conseil Municipal et concernant la crèche. Elle concerne les relations entre la médiathèque municipale et l'association "BILBOK" et permettra aux jeunes et aux enfants adhérents de l'association de participer aux activités de la médiathèque, sur des horaires fixes."

M. FOURNEL : "Cela concernera tous les enfants et pas uniquement ceux qui sont adhérents de BILBOK ?"

Mme INGRASSIA : "Non, la convention ne concerne que les enfants et jeunes de l'association."

M. FOURNEL : "Et les autres enfants alors ?"

Mme INGRASSIA : "Les enfants non adhérents à BILBOK doivent adhérer à la Médiathèque, tout simplement."

Mme VOLANTE : "Les enfants de BILBOK ne pourront aller à la Médiathèque qu'à des créneaux horaires bien particuliers."

M. GIRAUD : "Cette convention vise une couverture pour la Commune pour sa responsabilité."

Mme INGRASSIA : "Il faut savoir que chaque fois que la Commune conclut une action avec une association, elle doit passer une convention et que nous autorisons M. le Maire à signer cette convention."

M. FOURNEL : "C'est donc une question de responsabilité dans les deux sens."

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la convention de partenariat à passer entre la Médiathèque communale « Montmajour » et l'association « BILBOK ».

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

- Politique documentaire (Charte des collections)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Médiathèque municipale souhaite mettre en place, sur les conseils de la Bibliothèque Départementale, une Charte des Collections.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de charte.

Mme INGRASSIA : La charte des collections est un document destiné à rendre publiques les grandes orientations de la politique documentaire de la médiathèque. Il définit le cadre juridique de la structure, son rôle, ses missions mais aussi tout ce qui est en rapport avec les collections (les critères de choix respectant diverses règles...). Il est donc très important. Il a été rédigé par les agents de la médiathèque qui se sont basés sur des références données par la Bibliothèque Départementale."

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la Charte des Collections proposée par la Médiathèque Municipale

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette charte et à y donner les suites nécessaires à son application.

- Charte du bibliothécaire volontaire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Médiathèque municipale souhaite mettre en place une Charte du bibliothécaire volontaire (ou bénévole).

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de charte.

Mme INGRASSIA : "La médiathèque a été sollicitée par des étudiants engagés dans des écoles privées dans lesquelles il n'existe pas de conventions de stages. Une jeune étudiante a fait une demande de stage dans le cadre du bénévolat. Une charte existe pour ce cas de figure et nous vous proposons donc d'autoriser sa mise en œuvre."

M. FOURNEL : "Nous accueillons volontiers ces étudiants à la médiathèque, mais hormis l'aspect du bénévolat, cette charte régit aussi les responsabilités de la commune en cas d'accident ou autres, vu qu'il ne s'agit pas d'associations ou d'agents du personnel communal."

Mme INGRASSIA : "Effectivement, ce document définit un cadre qui permet d'avoir un document contractuel régissant les relations entre la commune et les étudiants bénévoles."

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la Charte du Bibliothécaire volontaire ou bénévole proposée par la Médiathèque Municipale

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette charte et à y donner les suites nécessaires à son application.

10-Prêt de matériel et de locaux communaux aux associations - Annulation de la délibération du 21/06/2012 relative au versement d'une caution

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par délibération du 21 juin 2012, la précédente municipalité avait instauré le versement d'une caution par les associations lors du prêt par la Commune de matériel ou de locaux.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui explique que la mise en œuvre d'une telle mesure n'a jamais pu être effective car difficilement réalisable en pratique (encaissement de la caution par la Régie, puis remboursement total ou partiel, sortie d'argent par l'association,...) qui plus est, vu les montants fixés pour ces cautions (variant de 100 à 600 € selon le local, et de 35 € la chaise et 50 € la table).

Mme INGRASSIA : "Il s'agit ce soir d'annuler cette délibération prise en 2012 qui prévoyait que les associations qui demandaient le prêt de local ou de matériel municipal versent une caution à la mairie. Cela n'a jamais été mis en place car il s'est avéré que la régie de recettes ne pouvait pas prendre en charge le dépôt de cautions. Elle aurait dû être annulée bien avant mais cela n'a pas été fait par la précédente municipalité "

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur le retrait de la délibération du 21 juin 2012

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le retrait de la délibération du 21 juin 2012 dont l'objet était l'instauration du versement d'une caution par les associations lors du prêt de matériel ou de locaux communaux.

DEMANDE à Monsieur le Maire de prendre toutes les dispositions requises suite à cette décision de retrait.

11-C.N.F.P.T. - Convention-cadre pour la formation en 2015 des agents communaux

Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée délibérante d'un projet de convention-cadre de partenariat proposé par le C.N.F.P.T. « PACA » visant à organiser des actions de formation collectives ou individuelles pour le personnel communal, en 2015, moyennant une participation financière de la collectivité. Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD pour commenter cette convention.

M. GIRAUD : "Il s'agit de reconduire la convention avec le CNFPT concernant les formations mises en place pour les agents pour 2015. Les communes cotisent auprès du CNFPT à hauteur de 1 % de la masse salariale afin de permettre aux agents de suivre les formations dispensées par ce centre. Malgré tout, pour les formations particulières non prévues par le CNFPT, une participation communale s'ajoute à la cotisation. Le détail des participations par type de formation est stipulé dans la convention qui vous a été adressée. A noter que la formation obligatoire à suivre par les membres du CHSCT fait partie de ces prestations payantes (60 € par stagiaire). Les agents qui souhaitent suivre un stage de remise à niveau avant de passer un examen peuvent avoir recours au CNFPT dans le cadre de la convention-cadre."

M. PAZ : "Combien d'agents ont suivi des formations en 2014 ?"

M. GIRAUD : "Je n'ai pas les données en tête. Un agent a suivi une formation de remise à niveau pour l'examen d'Agent de Maîtrise. Un autre a suivi une formation CACES pour la conduite des tracteur, épaveuse, nacelle, etc... Je ne suis pas en mesure de vous répondre précisément car quand on demande un bilan au service administratif, la charge de travail des agents de ce service ne permet pas de dégager du temps pour s'y pencher, et une synthèse sur ce qu'ils font prend du temps..... "

M. KINET : "J'informe le Conseil que le CNFPT est en permanence en recul par rapport à ce qu'il faisait avant. Ces formations étaient avant prises en compte par le CNFPT. Il y a une dizaine d'années, si une formation ne figurait pas dans le calendrier du CNFPT et qu'on la trouvait auprès d'un autre organisme, le CNFPT acceptait de la cofinancer. Donc je trouve que c'est un peu exagéré de demander une participation complémentaire aux communes. Le CNFPT est notre centre de formation. Les formations pour la conduite d'engins sont obligatoires, pourquoi alors le CNFPT ne les prend pas en charge ?"

M. GIRAUD : "Nous avons fait passer en délibération il y a quelques semaines la convention relative aux CACES. La signature de la convention-cadre ne nous oblige pas à inscrire nos agents à des formations. Dès lors qu'on trouve des opportunités plus intéressantes financièrement pour la commune, on peut y avoir recours. Cette convention-cadre nous permet de pouvoir bénéficier des formations proposées en intra."

M. KINET : "Toutes les communes ont proportionnellement le même nombre d'agents à inscrire en formation type CACES ou autre et je ne comprends pas pourquoi on les sort du cadre de la formation normale."

M. GIRAUD : "Nous optons pour les formations CNFPT pour les CACES car il y a une mutualisation des besoins qui permet d'inscrire une dizaine d'agents et donc d'avoir un coût moindre que si nous n'inscrivions que nos 2 agents valois."

M. KINET : "Je suis d'accord mais je ne vois pas pourquoi le CNFPT ne nous le rembourserait pas."

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention cadre de partenariat pour l'année 2015 avec le C.N.F.P.T. « PACA »

PRECISE que les crédits prévisionnels nécessaires sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 012).

12-Convention d'utilisation du stade de La Roguière avec l'association L'Entente Sportive du Bessillon » - Délibération du 20 décembre 2011 - Non reconduction

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par délibération du 20 décembre 2011, la précédente municipalité avait passé une convention d'utilisation du stade de « La Roguière » avec l'association « L'Entente du Bessillon » contre paiement d'une participation aux frais de fonctionnement des infrastructures de 2.000 € par an.

M. LANGE : "Cela n'empêche pas que la mairie de COTIGNAC nous verse une subvention ?"

M. SAULNIER : "Cela n'a rien à voir, je vous l'ai déjà expliqué, cela rentre dans le contexte de la Communauté de Communes".

M. LANGE : "Bien sûr mais ils participent aussi aux frais de fonctionnement du stade."

Il passe la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui indique à l'assemblée que l'association « L'Entente du Bessillon » a fusionné en juillet 2012 avec l'association valoise de football « LE SPORTING CLUB VALOIS ». En conséquence, la convention signée en avril 2012 doit être résiliée à compter de juillet 2012.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur la résiliation de la délibération du 20 décembre 2011.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la résiliation de la délibération du 20 décembre 2011 dont l'objet était la convention de mise à disposition du stade de « La Roguère » au profit de l'association « L'Entente du Bessillon ».

DEMANDE à Monsieur le Maire de prendre toutes les dispositions requises suite à cette décision de résiliation.

13-Convention 2015 avec la SPA pour limiter la prolifération des chats libres sur la Commune -

Monsieur le Maire passe la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement, qui donne lecture d'un projet de convention avec la S.P.A. qui se propose, pour l'année 2015, de mener une action déterminée en vue de lutter contre toute prolifération de la population féline errante sur le territoire communal. Les chats errants seront capturés, stérilisés et identifiés. Ainsi l'intérêt public local d'hygiène et de sécurité sera pris en considération à l'initiative et sous le contrôle de la S.P.A.

Monsieur CULINATI précise qu'en contrepartie de ces prestations, la Commune devra verser à la S.P.A. une participation de 1.200 € pour la capture de 30 chats sur l'année.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

M. NAL : *"Ils stérilisent les mâles et les femelles ?*

M. CULINATI : *"Uniquement les mâles. Trois foyers importants ont été signalés par les riverains : au chemin des Rébias, dans une maison près du CAT et aux abords de la maison de retraite. C'est à ces trois sites qu'il y a eu le plus d'interventions de la SPA."*

M. KINET : *"Il y a aussi prolifération dans les rues à proximité de la mairie."*

M. FOURNEL : *"Vu la prolifération des chats et le coût de 1.200 €, ne peut-on pas avoir d'autres options, comme celle de déposer les chats capturés à la SPA. La municipalité est-elle obligée de procéder par convention de stérilisation ?"*

Mme VOLANTE : *"Les SPA, comme celle de Brignoles, ne prennent plus les chats."*

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes de la convention proposée par la S.P.A. pour 2015,

ACCEPTE l'octroi d'une participation de 1.200 € à la S.P.A. contre la capture de 30 chats errants et leur stérilisation sur une année

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal.

14-Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,
Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 24 mars 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, une seule décision dans le cadre de ses délégations :
-N° 8/2015 - Octroi d'une concession pour une case au columbarium (Mme LERICHE Monique)
Monsieur le Maire indique d'autre part que 10 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 24 mars 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
PREND NOTE de la décision prise par Monsieur le Maire, depuis le 24 mars 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

- Questions orales

M. LANGE : "On a reçu un message ce matin pour une réunion ce vendredi pour la Place Gambetta. De quoi s'agit-il ?"

M. SAULNIER : "Le bureau d'études qui gère la place Gambetta et la Rue Nationale doit préparer une réunion de présentation du projet au Conseil Municipal d'ici quelques temps. Il avait des pièces complémentaires à solliciter pour ce faire. Ce n'est pas une réunion importante mais simplement un travail préparatoire. Que ceux qui peuvent venir viennent. Il n'y aura pas de décision prise ce jour-là. Je comptais vous en parler ce soir."

M. FOURNEL : "Certaines commissions ne sont pas convoquées dans les délais prévus par le règlement intérieur du Conseil Municipal, soit 5 jours. Cela fait plusieurs fois que j'en fait la remarque. De plus, nous n'avons pas toujours les comptes-rendus des réunions ce qui ne permet pas à tous les Conseillers Municipaux d'être informés sur le travail et les propositions des commissions. Je voudrais que cela change."

M. SAULNIER : "Votre demande sera prise en compte par les vice-présidents."

LA SEANCE EST LEVEE A 22h45.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER



